Association France Palestine Solidarité

AFPS44

Pôle associatif Désiré colombe

8 rue Arsène Leloup

44100 NANTES le 15 janvier 2021

Objet : la situation en Palestine en ce début 2021

Madame la Maire, Monsieur le Maire,

L’année 2021 s’ouvre avec beaucoup d’incertitudes dans le monde.

De nombreuses causes méritent notre attention et notre soutien, mais nous voulons attirer votre attention sur la situation particulière de laPalestine.

Confrontés évidemment au virus du Covid, les Palestinien.ne.s subissent de plus le « virus » de l’occupation israélienne.

La situation est dramatique pour celles et ceux qui vivent sous occupation israélienne à Gaza, Jérusalem-Est ou en Cisjordanie. Celles et ceux qui vivent sur le territoire israélien sont aussi victimes de discrimination.

Une ONG israélienne des droits humains, B’Tselem, vient de publier un rapport[[1]](#footnote-1) qualifiant d’**apartheid** les discriminations imposées aux Palestinien.ne.s :

*« Dans toute la zone entre la Méditerranée et le Jourdain, le régime israélien applique des lois, des pratiques et des violences d’État visant à imposer la suprématie d’un groupe-les juifs- sur un autre : les Palestiniens… »*

Cette situation d’apartheid rejoint celle qu’ont vécue les citoyen.ne.s noir.e.s d’Afrique du Sud jusqu’en 1991 qui a été abolie notamment par le boycott du régime Sud-africain raciste et la pression internationale.

Cela nous appelle à réagir et, nous vous invitons à signer le pacte d’amitié avec Jérusalem-Est proposé par le Conseil départemental de Loire atlantique comme l’ont fait 26 communes du département.

D’autres actions sont possibles et notre association départementale, France Palestine Solidarité 44, engagée pour la défense du droit international et des droits humains en Palestine et Israël est à votre disposition pour en parler avec vous si vous le souhaitez.

Nous sommes en effet convaincu.e.s que les collectivités françaises peuvent jouer un rôle en soutenant des collectivités palestiniennes et en appelant le gouvernement français à exiger de ses partenaires l’application du droit dans la région.

Veuillez agréer, Madame la Maire, Monsieur le Maire, mes salutations distinguées.

1. Rapport en français :

   <https://afps44.france-palestine.org/pages/se-documenter/le-rapport-b-tselem-nous-appelons-cela-apartheid.html> [↑](#footnote-ref-1)